



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA MODERNISATION

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Sous-direction de la Formation et des Concours

Bureau des Concours et Examens professionnels
RH4B

CONCOURS EXTERNE POUR L'ACCÈS À L'EMPLOI DE TRADUCTEUR AU TITRE DE L'ANNÉE 2018

ÉPREUVES ÉCRITES D'ADMISSIBILITÉ

5 février 2018

Combinaison linguistique 1

A : arabe littéral – B : français – C : anglais

NOTE DE SYNTHÈSE

*Rédaction en langue A d'une note de synthèse
à partir d'un dossier constitué de textes à caractère politique ou économique se rapportant à
des faits contemporains, rédigés en langue B.*

(600 mots avec une tolérance de plus ou moins 10%)

Durée : 4 heures

Coefficient : 5

Toute note inférieure à 8 sur 20 est éliminatoire.

SUJET

Ce dossier comporte 20 pages (page de garde non comprise).

اعتباراً من المقالات التالية حرر باللغة العربية مُذكِّرة حول معنى قرار الرئيس الأمريكي
ترامب بشأن الاعتراف بالقدس عاصمة لإسرائيل.

Donald Trump rompt avec cinquante ans de politique américaine

ORIENT XXI, SYLVAIN CYPEL, 7 DÉCEMBRE 2017

Donald Trump a annoncé mercredi 6 décembre la reconnaissance par les États-Unis de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël. Rompant ainsi avec cinquante ans de politique américaine et avec le consensus international, le président américain contribue à la déstabilisation du Proche-Orient.

Donald Trump, le prince du chaos, a de nouveau frappé. Il a annoncé, mercredi 6 décembre, la reconnaissance officielle par les États-Unis de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, ce à quoi de nombreux candidats présidents américains s'étaient également engagés avant lui lorsqu'ils étaient en campagne électorale, mais avaient omis de mettre en œuvre une fois élus, tous conscients qu'une telle décision irait à l'encontre du droit international et risquait aussi d'enflammer les passions sur le terrain. Trump a également donné l'ordre à ses services de préparer pour un futur non précisé le déménagement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Ce déménagement viendra avaliser une prise de position politique sans précédent, en rupture avec plus d'un demi-siècle de diplomatie américaine.

S'inscrivant dans le cadre d'une « nouvelle approche » du conflit israélo-palestinien, Trump a aussi indiqué, sans doute pour préserver l'illusion d'une possible reprise des négociations de paix, que la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État juif avant même que tout accord soit intervenu avec les Palestiniens ne signifie pas que les États-Unis « prennent position sur les enjeux finaux (du conflit), y compris sur les frontières spécifiques de la souveraineté israélienne à Jérusalem ou sur le tracé des frontières contestées ».

UN ÉTRANGE "PLAN DE PAIX" SAOUDIEN

Pour la plupart des commentateurs du monde arabe, les États-Unis ont définitivement perdu leur statut d'intermédiaire supposé neutre dans le conflit israélo-palestinien. Mais pour qu'il n'y ait aucun doute sur le sens que le gouvernement israélien donnait aux propos de Trump, les murailles de la Vieille Ville de Jérusalem — un territoire palestinien occupé selon le droit international et annexé par Israël en 1967 — ont été éclairées durant toute son allocution par deux immenses drapeaux : l'un américain et l'autre israélien. Tout un symbole. Trump, lui, engageait Israéliens et Palestiniens à s'engager dans une voie « de compréhension et de respect mutuel ». Au moment où il rompait à Jérusalem avec un statu quo vieux de 70 ans, il appelait aussi les parties à « préserver le statu quo » dans la Ville sainte. On en rirait presque si les conséquences ne risquaient d'être tragiques.

La décision de Trump s'inscrit dans un continuum significatif : celui de fuites savamment entretenues depuis un mois, qui avaient commencé avec celles alimentées par les séjours répétés à Riyad de Jared Kushner, son gendre et conseiller spécial sur le Proche-Orient, selon lesquelles Trump allait bientôt présenter son « plan de paix » qui ne prévoyait pas d'évacuation des colonies israéliennes et semblait miser sur une « paix économique d'abord ». Puis les médias israéliens s'étaient emballés au sujet des pressions exercées par

la monarchie saoudienne sur Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne (AP), pour qu'il accepte de négocier un accord avec Israël sur la base du plan promu par Trump. À la mi-novembre a surgi l'affaire de la fermeture annoncée de la représentation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Washington, dont le département d'État n'avait pas renouvelé l'autorisation. L'affaire avait été interprétée comme une nouvelle pression sur Mahmoud Abbas. La mission palestinienne avait finalement reçu l'agrément américain, mais dans des conditions plus strictes.

Dans son édition du 3 décembre, le New York Times a confirmé les contours d'un « plan de paix » américano-saoudien. Son existence a été validée à mots couverts, le même jour, par Jared Kushner lors d'un colloque à l'Institut Brookings à Washington. Selon ce plan, les Palestiniens se verraient concéder un État formé de plusieurs territoires disjoints les uns des autres. Jérusalem n'en serait pas la capitale et Israël garderait sous sa souveraineté 50 à 60 % du territoire cisjordanien. La question des réfugiés palestiniens serait totalement exclue de l'accord. En bref : une copie des célèbres bantoustans de feu l'Afrique du Sud de l'apartheid, que l'on offrirait à Mahmoud Abbas de présider.

FORTES PRESSIONS SUR MAHMOUD ABBAS

Le quotidien américain accrédié aussi les très fortes pressions mises en œuvre pour amener Abbas à résipiscence. Obnubilé par son conflit avec l'Iran, le jeune prince saoudien Mohamed Ben Salman, dit MBS, dont les pouvoirs ne cessent de s'étendre, entendrait tout faire afin de renforcer l'alliance opérationnelle avec Israël. Pour passer à cet ordre du jour, il a besoin de se débarrasser de « l'épine » palestinienne au plus tôt. Il serait donc disposé à avaliser le « plan de paix » américain et aurait offert à cette fin des sommes substantielles aux Palestiniens pour qu'ils s'y soumettent. Les Saoudiens, a expliqué Yaakov Nagel, un ex-conseiller récent à la sécurité de Benyamin Nétanyahou, « se fichent du contenu d'un accord » sur la question palestinienne. « Ils ont juste besoin qu'un accord soit signé pour pouvoir passer à la phase suivante »¹ — celle d'une coopération accrue avec Israël contre l'Iran. MBS aurait même proposé au président palestinien de l'aider financièrement à titre personnel. Le journal ne précise pas le montant de la somme offerte. Abbas aurait refusé, et commencé d'alerter divers responsables sunnites (les Turcs, les Jordaniens et les Égyptiens) pour l'aider à résister aux pressions de Riyad et Washington.

En reconnaissant Jérusalem comme capitale, Donald Trump fait monter de plusieurs crans le niveau des pressions sur Abbas. Manière de dire aux Palestiniens : « Dépêchez-vous, car ce sera mon plan ou rien ». Ces pressions renouvelées visent à persuader les dirigeants palestiniens que le seul moyen d'obtenir un peu mieux que ce que les rumeurs répandent est de venir à la table des négociations sur ces bases-là. Sinon, ils perdront tout (pour mémoire, l'Arabie saoudite est l'un des principaux financiers extérieurs, avec les Européens et les Américains, de l'AP). Mais en actionnant le volet de Jérusalem sans attendre l'aboutissement de négociations entre les parties, Trump touche à l'un des sujets politiques et symboliques essentiels du conflit israélo-palestinien ; qui plus est, à un enjeu international qui dépasse aussi ce conflit lui-même. De fait, avec celle des réfugiés, la

question de Jérusalem s'est retrouvée au cœur de toutes les négociations, officielles ou informelles, qu'Israéliens et Palestiniens ont menées depuis 1967.

DU PARTAGE À L'ANNEXION

Pourquoi cette question est-elle si importante ? Voté en novembre 1947 aux Nations unies, le partage de la Palestine sous mandat britannique en deux États, l'un « juif » et l'autre « arabe », exclut la ville de Jérusalem, appelée à devenir (avec Bethléem) un « corps séparé » (*corpus separatum*) sous administration onusienne. La guerre qui suit la création de l'État d'Israël, le 15 mai 1948, voit cependant deux de ses protagonistes, Israël et la Jordanie (alors Transjordanie), se partager la ville. Les Israéliens s'emparent de la plus grande partie de son territoire, et le royaume hachémite installe sa souveraineté sur la plupart des quartiers arabes, dont la Vieille Ville et ses environs, qui incluent l'esplanade des Mosquées et les lieux saints musulmans (la mosquée Al-Aqsa et le dôme du Rocher), mais aussi le mur des Lamentations, vestige du second temple des juifs. Un accord préalable entre les deux protagonistes avait été conclu pour empêcher l'érection d'un État palestinien.

Dès 1949, Israël installe son gouvernement et son Parlement à Jérusalem, dont il fait officiellement sa capitale. Sa décision se heurte à un refus de reconnaissance de la communauté internationale. Cette situation va perdurer après la guerre de juin 1967, durant laquelle Israël s'empare de la Cisjordanie, y compris la partie est (arabe) de Jérusalem. Dix-sept jours plus tard, le Parlement israélien vote l'annexion de la partie orientale de la ville récemment conquise. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamnera cette annexion le 21 mai 1968 dans la résolution 252 : « Toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël (...) qui tendent à modifier le statut juridique de Jérusalem sont non valables », stipule-t-il. Les États-Unis valideront et ne modifieront jamais cette position. Lorsque le 30 juillet 1980, la Knesset inscrit dans les lois fondamentales (lois constitutionnelles) de l'État d'Israël que « Jérusalem unifiée » est la « capitale éternelle et indivisible d'Israël », le Conseil de sécurité réaffirmera par deux fois (résolutions 476 et 478) que le vote du Parlement israélien constitue « une violation du droit international », appelant les « États qui ont établi des missions diplomatiques à Jérusalem de retirer ces missions de la Ville sainte ».

Depuis, ces résolutions n'ont jamais été infirmées. Et à ce jour, aucune ambassade étrangère n'est installée à Jérusalem. La communauté internationale, à l'unanimité, ne reconnaît pas Jérusalem comme la capitale d'Israël. Cependant, son rapport à la ville a partiellement évolué — en particulier la position américaine. Jusqu'aux années 1980, celle-ci considérait que « le statut final de Jérusalem ne doit pas être décidé unilatéralement, mais en consultation entre toutes les parties concernées »². Mais avec la montée en puissance de l'OLP sur le plan diplomatique, successive à la « reconnaissance mutuelle » entre elle et l'État d'Israël signée en août 1993 dans l'accord d'Oslo, il a été communément admis que l'avenir statutaire de la ville dépendait de la conclusion d'un accord de paix entre les deux adversaires qui revendiquent d'en faire leur capitale : les Israéliens et les Palestiniens. Depuis, la plupart des États du monde ont fait savoir que, du jour où un accord de paix serait

signé, ils reconnaîtraient Jérusalem comme capitale d'Israël. Ils feraient de même pour la capitale de l'État de Palestine, si d'aventure l'accord validait cette option que demandent les Palestiniens depuis 24 ans. Quant aux États-Unis, leur position officielle était que le futur « statut permanent » de Jérusalem devait faire l'objet d'un accord obtenu à l'issue de « négociations bilatérales » entre Israéliens et Palestiniens. En revanche, le Congrès américain a voté en 1995 une loi sur l'ambassade à Jérusalem exigeant une reconnaissance américaine officielle de Jérusalem comme capitale d'Israël, ainsi que le déménagement de l'ambassade américaine. Depuis, plusieurs autres votes du Congrès ont confirmé cette position.

CRÉTEIL, CAPITALE DE LA FRANCE ?

Or les administrations américaines s'y étaient toujours refusées. La position officielle de la diplomatie américaine restait invariablement de s'abstenir de soutenir, concernant Jérusalem, toute action risquant de porter préjudice au dit « processus de paix ». Le futur statut de la ville fut ainsi, avec la question des réfugiés palestiniens, celle qui avait le plus fait obstacle à l'obtention d'un accord, en juillet 2000, lors des négociations à Camp David entre Ehud Barak et Yasser Arafat, avec le président Bill Clinton pour entremetteur. Sur Jérusalem, en particulier, les responsables israéliens avaient alors déjà émis la même idée que celle avancée aujourd'hui : transformer le quartier d'Abou Dis, limitrophe de Jérusalem, en « capitale » palestinienne. Un peu comme si un occupant étranger avait proposé aux Français de faire de Créteil leur capitale. Le refus israélien de laisser aux Palestiniens la souveraineté sur l'esplanade des Mosquées fut l'un des éléments clé de l'échec de la négociation. Par la suite, deux pourparlers informels, à Taba (janvier 2001) puis ceux ayant abouti à l'accord de Genève (décembre 2003), progressèrent sur la question, en particulier la seconde négociation qui aboutit à un accord de partage de souveraineté sur une ville devenue « capitale des deux États ». À Israël les zones habitées par des juifs, à la future Palestine celles peuplées d'Arabes (un accord détaillé intervint aussi concernant l'esplanade des Mosquées-mont du Temple). Cependant ces accords n'ont jamais reçu d'aval officiel.

Ainsi, en reconnaissant Jérusalem comme la capitale d'Israël — qui plus est, sans faire aucune référence à la future capitale palestinienne —, Donald Trump ne rompt pas seulement avec une politique étrangère américaine intangible depuis des décennies. Il tourne aussi le dos au droit international, puisqu'il sort du cadre adopté dans plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Personne ne s'en étonnera. Depuis le retrait des États-Unis de la COP21 et le rejet de facto de l'accord nucléaire signé avec Téhéran (et inscrit dans deux résolutions onusiennes), on sait le peu de cas que Trump fait du multilatéralisme en diplomatie.

TÉLÉ-ÉVANGÉLISME ET « UN BASHING »

Trump est une personnalité binaire qui ne connaît que la « stratégie » de l'imposition brutale de la force. Non pas qu'il ne sache pas reculer si nécessaire — et il l'a plus souvent fait qu'on ne le croit dans sa vie d'homme d'affaires. Mais sa propension première consiste

toujours à vouloir imposer à l'ennemi, au concurrent ou même à son allié un rapport de force. Par ailleurs, dans sa gestion de la vie publique comme en politique étrangère, il est prioritairement motivé par l'idée de répondre aux attentes de sa base électorale. De ce point de vue, tourner le dos au droit international est presque un impératif ! Son cœur de cible est en effet composé pour beaucoup d'évangélistes et de nationalistes américains, c'est-à-dire d'une population pour qui l'UN bashing (le dénigrement systématique de l'ONU) est un sport de combat et le multilatéralisme un insupportable obstacle à la souveraineté des États-Unis. En deux mots, son électorat « dur » est le plus sensible au slogan « America first ». Après la COP21 et l'Iran, Trump confirme aujourd'hui ses engagements électoraux sur l'enjeu israélo-palestinien, et sa base ne peut que s'en réjouir. Quant à sa scène politique interne, Trump a peu à craindre : le Sénat et la Chambre des représentants sont clairement favorables à son geste au sujet de Jérusalem.

Mercredi, avant son allocution, Trump a proposé au président de l'Autorité palestinienne de venir le rencontrer à Washington. Celui-ci lui a rétorqué qu'il n'avait « pas le temps ». Dès les premières rumeurs, le roi Abdallah de Jordanie et de très nombreux dirigeants arabes ont mis en garde la Maison Blanche sur les risques de déflagration régionale qu'elle prendrait en officialisant sa reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État juif hors de tout accord politique préalable avec les Palestiniens. Le Hamas palestinien, jamais à court de menaces creuses, a annoncé en ce cas une « nouvelle intifada ». Ahmed Abou-Gheid, secrétaire général de la Ligue arabe, une organisation quasi moribonde depuis la guerre en Syrie, a estimé que la décision américaine unilatérale allait « alimenter l'extrémisme et le recours à la violence » dans le monde arabe. Des chancelleries européennes ont fait savoir à Washington combien elle serait grosse de dangers. Même le roi Salman d'Arabie saoudite, malgré le peu de cas qu'il fait du sort des Palestiniens, a jugé utile de faire savoir qu'il avait indiqué au président Trump que sa décision ne pouvait qu' « enflammer les sentiments des musulmans ». L'Union européenne a aussi fait part de ses inquiétudes et le président Emmanuel Macron a téléphoné à son homologue américain pour exprimer ses réserves. Aux États-Unis, John Brennan, l'ex-patron de la CIA sous Obama, avait jugé par anticipation « irréfléchie » cette déclaration de Trump qui « rendra tout le Moyen-Orient plus instable ».

Mais le président américain n'a pas renoncé. C'est que l'administration Trump peut légitimement juger que jamais le moment n'a paru aussi favorable à un changement d'attitude radical au Proche-Orient. Car jamais depuis les années 1950 Israël n'y est apparu aussi puissant, bénéficiant d'une latitude d'action et d'une impunité chaque fois plus sidérante ; et jamais les Palestiniens n'ont semblé aussi affaiblis. Depuis l'échec de la seconde intifada (2001-2006), les Palestiniens emmurés sont plus que jamais soumis au bon vouloir de l'occupant israélien. Celui-ci multipliant les colonies et les obstructions quotidiennes à leur possibilité d'une vie normale, ils sont dans l'incapacité absolue d'imposer un changement de cap à Israël. De plus, entre l'affrontement géostratégique de Riyad avec Téhéran, la guerre en Syrie, l'émergence du djihadisme radical, l'augmentation des conflits armés et des situations de chaos alentour, jamais la question palestinienne n'a

autant été minorée qu'aujourd'hui dans l'espace arabe. L'attitude de MBS le démontre jusqu'à la caricature. Jamais, enfin, Israël n'a entretenu avec des puissances arabes de premier plan comme l'Arabie saoudite, les Émirats du Golfe et l'Égypte, des relations de proximité et d'entente aussi visibles et fondées sur des intérêts conjoncturels convergents.

Peut-être Trump et le prince Mohamed Ben Salman trouveront-ils un Palestinien disposé à accepter une paix aux conditions décrites par les rumeurs récemment diffusées. Le nom qui revient souvent est celui de Mohamed Dahlan, un proche des dirigeants émiratis dont les liens avec la CIA du temps où il était l'homme fort du Fatah à Gaza étaient de notoriété publique. Peut-être cet homme, ou un autre, sera-t-il disposé à régner sur un État croupion aux membres épars où il pourra se déplacer d'un checkpoint israélien à un autre et qu'il appellera Palestine — et à signer une « paix » avec Israël à ces conditions. Néanmoins la tragédie du conflit israélo-palestinien ne saurait qu'en être renforcée à plus long terme. Car le « plan Trump » équivaut à une capitulation palestinienne, au renoncement d'un peuple à son histoire sans autre compensation que quelques sous.

On comprend que Trump le businessman pense qu'il est possible d'« acheter » des dirigeants palestiniens pour qu'ils soumettent leur peuple à ses desiderata. À ceux qui croient réaliste une telle perspective, on rappellera que les Israéliens, durant les vingt premières années d'occupation après la guerre de juin 1967, cherchèrent constamment en Cisjordanie et à Gaza parmi les notabilités locales ou les responsables religieux, des Palestiniens disposés à jouer le rôle de relais soumis et dociles. Ils en trouvèrent quelques-uns, jusqu'à ce qu'en 1987 éclate la première intifada, qui les amena à renoncer à cette chimère et à reconnaître l'OLP comme seul interlocuteur possible.

On comprend aussi que Trump, s'appuyant sur ses deux piliers que sont Israël et l'Arabie saoudite, entend déployer un front uni entre sunnites et Israéliens face au « péril » iranien qu'il a lui-même contribué à mettre en selle en le diabolisant plutôt qu'en acceptant de négocier avec lui. Pour autant, jusqu'ici, les opérations engagées par l'allié saoudien auraient dû le faire réfléchir. Car le « petit prince » MBS va de déboire en échec : dans sa guerre au Yémen, dans son conflit avec le Qatar comme, récemment encore, dans son intervention calamiteuse au Liban contre le Hezbollah (avec l'affaire Hariri), qui n'a fait que renforcer le poids de l'« ennemi » chiite. Qui sait quel résultat — tout à fait contraire aux espoirs du jeune prince — une reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël aurait à terme sur l'espace musulman, y compris jusqu'à l'intérieur de son propre royaume, bien plus fragile qu'on ne l'imagine ?

Jérusalem : Trump allume le feu

Libération, Par Guillaume Gendron, 6 décembre 2017

Malgré les mises en garde de la communauté internationale, le président américain a annoncé mercredi qu'il reconnaissait Jérusalem comme capitale d'Israël, tout en mentionnant la «solution à deux Etats» comme issue possible.

Il l'a fait. De Paris à Téhéran, du Vatican à Istanbul, de Bruxelles au Caire, toutes les chancelleries ou presque l'avait imploré de ne pas jouer avec le feu : soit modifier le statut de Jérusalem. Mais rien n'aura entamé la volonté de Donald Trump, à rebours de toute logique. Mercredi, comme les médias américains l'annonçaient depuis plusieurs jours, le président a reconnu officiellement Jérusalem comme capitale d'Israël, «une annonce qui aurait dû être faite depuis longtemps». Au risque d'embraser le Moyen-Orient et de tuer dans l'œuf le «deal ultime» qu'il s'est targué de sceller depuis son arrivée à la Maison Blanche pour résoudre l'interminable conflit israélo-palestinien.

Trump n'a pas repris la formulation officielle de l'Etat d'Israël de capitale «unifiée et éternelle», mais n'a pas évoqué non plus Jérusalem-Est, que les Palestiniens souhaitent comme capitale de leur Etat. Dans la foulée, le Président a demandé le déménagement de l'ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, sans préciser de date - le processus devrait prendre plusieurs années. Il a mentionné la «solution à deux Etats» comme issue possible du conflit, proposition la plus consensuelle qu'il avait semblé remettre en cause au début de son mandat.

Trump tourne ainsi le dos à un demi-siècle de politique américaine dans la région, raillant le manque de «courage» de ces prédécesseurs (lire ci-contre). Il tire aussi un trait sur la supposée neutralité des Etats-Unis dans le processus de paix. Depuis 1947 et le plan de partage de la Palestine, les Nations unies considèrent Jérusalem comme un corpus separatum, statut unique ne reconnaissant ni souveraineté juive ni arabe. L'occupation de Jérusalem-Est après la guerre des Six Jours, en 1967, puis son annexion entérinée par une «loi fondamentale» israélienne en 1980, jamais reconnue par la communauté internationale, ont définitivement édifié toute reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu en tabou, les ambassades s'établissant à Tel-Aviv.

Pour la classe politique israélienne, ce revirement n'est que la correction d'une injustice historique. S'il n'a pas fait campagne publiquement pour une telle victoire diplomatique, le Premier ministre israélien y aurait été intimement impliqué en coulisse. Selon la chaîne israélienne Hadashot, ses conseillers auraient minimisé auprès de Trump les conséquences sécuritaires et diplomatiques de sa bravade. Mercredi matin, Nétanyahou est apparu à une conférence diplomatique organisée par le Jerusalem Post, livrant une performance étrange, où il a parlé de tout, sauf du statut de Jérusalem.

Côté palestinien, un mélange de dévastation et de consternation prévaut. Le coup de

force de Trump soude temporairement les factions palestiniennes, engagées dans une réconciliation vacillante ces dernières semaines. En dialogue permanent avec les émissaires de Trump (dont son gendre Jared Kushner), Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, se voit giflé une fois de plus. Il y a deux semaines, les Etats-Unis avaient menacé de fermer la représentation de l'OLP - l'entité palestinienne en charge des négociations - à Washington. Mardi, le Congrès a voté le «Taylor Force Act», qui réduit les subventions versées à l'Autorité palestinienne sous prétexte que celle-ci ne lutterait pas assez contre le terrorisme - alors que Abbas a toujours condamné la violence.

Le statut de Jérusalem est l'ultime affront. «S'il restait encore un doute, il n'y en a plus : l'Amérique n'est pas un négociateur honnête, explique Nabil Shaath, proche conseiller d'Abbas. Ce pseudo deal ultime va mourir sur les monts de Jérusalem. Comment négocier la paix quand le négociateur commence par détruire l'essence de la solution à deux Etats ? Nous avons joué le jeu jusqu'au bout. Pas Trump.»

Et maintenant ? Mercredi, les habitants de Jérusalem semblaient indifférents à l'agitation internationale, entre expectative et résignation. Dans tout le pays, ainsi que dans les Territoires occupés, les Israéliens ont musclé leurs effectifs sécuritaires. Le Fatah d'Abbas a appelé à «trois jours de colère» et les islamistes du Hamas à la confrontation avec «l'occupant» après la prière du vendredi. L'impression d'attenter au statut de la mosquée al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam, sous contrôle jordanien au cœur de la vieille ville, pourrait enflammer la rue. «Nous n'appelons pas à la violence mais nous ne pouvons pas la contenir face une telle décision», commente Shaath. Et de prévenir : «Daech va recruter en Europe en appelant à sauver Jérusalem ! Voilà ce que cela va amener. Jérusalem va devenir le prétexte de tous les extrémistes.» En l'avertissant de sa décision à la veille de sa déclaration, Trump aurait promis à Abbas «des gestes positifs» envers les Palestiniens en dédommagement. Ce à quoi le raïs palestinien aurait répondu : «Vous n'avez rien à nous donner qui puisse compenser ce que ce que vous allez faire avec Jérusalem.»

Guillaume Gendron envoyé spécial à Jérusalem

Donald Trump reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël

Le figaro

Donald Trump a reconnu mercredi «officiellement Jérusalem comme capitale d'Israël», marquant une rupture spectaculaire avec des décennies de diplomatie américaine et internationale symbolisée par sa décision de déplacer l'ambassade des États-Unis en Israël de Tel-Aviv vers la Ville sainte. Ce faisant, le président américain a revendiqué lors d'une allocution solennelle à la Maison Blanche «une nouvelle approche» sur le conflit israélo-palestinien, assurant tenir une promesse que ses prédécesseurs ont «échoué» à respecter.

«Il est temps d'officiallement reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël», a-t-il lancé, avec la volonté dit-il de reconnaître une simple «réalité». «Après plus de deux décennies de dérogations» à une loi américaine de 1995 imposant le déplacement de l'ambassade, «nous ne sommes pas plus près d'un accord de paix entre Israël et les Palestiniens», a-t-il notamment justifié. «Les États-Unis restent déterminés à aider à faciliter un accord de paix acceptable pour les deux parties», a-t-il ajouté. «J'ai l'intention de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour aider à sceller un tel accord», a martelé le milliardaire républicain, debout au pupitre devant un portrait de George Washington.

Il a notamment assuré que, si les deux parties se mettaient d'accord sur cette question, les États-Unis soutiendraient une «solution à deux États». Donald Trump a également confirmé les craintes de la communauté internationale et ordonné à son ministère des Affaires étrangères de «préparer le déménagement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv vers Jérusalem».

Conscient de la vague d'indignation internationale suscitée par l'annonce de sa décision depuis près de 24 heures, qui pourrait selon plusieurs dirigeants étrangers déstabiliser profondément une région déjà fragile, Donald Trump a dans le même temps appelé «au calme, à la modération, et à ce que les voix de la tolérance l'emportent sur les pourvoyeurs de haine». Il a indiqué qu'il enverrait le vice-président Mike Pence dans la région dans les jours à venir. Dans un apparent souci d'apaiser les Palestiniens, Donald Trump s'est dite prêt à soutenir «une solution à deux Etats» si les deux parties tombent d'accord.

Trump a par ailleurs ordonné de préparer le transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem.

Il a par ailleurs ordonné de préparer le transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, sans fixer de calendrier pour ce déménagement qui devrait prendre des années. La communauté internationale n'a jamais reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et considère Jérusalem-Est comme un territoire occupé. Israël proclame tout Jérusalem, Ouest et Est, comme sa capitale «éternelle et indivisible».

Au Congrès, de nombreux élus soutiennent Trump

Au Congrès américain, les républicains et une partie des démocrates ont salué la décision du président Donald Trump. «Ce jour était attendu depuis longtemps», a déclaré Paul Ryan, le président républicain de la Chambre des représentants, qui est allé plus loin que le dirigeant américain en qualifiant Jérusalem de capitale «indivisible» de l'État d'Israël. C'est «un fait historique, non sujet au débat». Et si «reconnaître la vérité provoque des violences, c'est ceux qui commettent des violences qui sont en faute, non la vérité», a ajouté le chef de la majorité Kevin McCarthy. Même son de cloche chez les élus démocrates traditionnellement pro-israéliens. Eliot Engel, de la commission des Affaires étrangères, souligne que Jérusalem accueille déjà le gouvernement israélien, et que la déclaration américaine ne fait que «corriger une indignité qui dure depuis des décennies».

De nombreux démocrates ont dénoncé une décision prématurée de Donald Trump

C'est une loi du Congrès, en 1995, qui avait déclaré officiellement Jérusalem comme la capitale «indivisible» d'Israël, et appelé au déménagement de l'ambassade américaine avant mai 1999. Chaque président avait jusqu'à présent demandé une exemption tous les six mois. À l'époque, la loi avait été adoptée à une écrasante majorité par les élus américains. Mais de nombreux démocrates ont dénoncé une décision prématurée de Donald Trump, craignant un regain de violences, notamment contre les intérêts et les personnels américains dans la région.

«En l'absence d'un règlement négocié entre Israël et les Palestiniens, déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem risque de déclencher inutilement de grandes manifestations, d'alimenter les tensions, et de rendre la paix plus difficile à obtenir», a déclaré Nancy Pelosi, chef des démocrates de la Chambre. Le sénateur républicain John McCain a quant à lui regretté la méthode. «Les questions relatives au statut final et permanent de Jérusalem doivent être résolues par les Israéliens et les Palestiniens dans le

cadre d'un processus de paix international», a-t-il estimé.

Manifestations en Turquie

Des centaines de personnes ont manifesté mercredi soir bruyamment mais pacifiquement devant le consulat américain à Istanbul contre la décision du président Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. Environ 1500 personnes se sont rassemblées près du Bosphore, à l'extérieur de l'enceinte diplomatique américaine très protégée. La police a bouclé la zone à l'aide de barricades, a indiqué un correspondant de l'AFP.

Le slogan «Palestine libre» a été peint au mur du consulat et des manifestants ont jeté des bouteilles en plastique vers le bâtiment. Un bout de papier avec une représentation du drapeau d'Israël a également été brûlé. Agitant des drapeaux palestiniens et allumant des fusées éclairantes, les manifestants ont scandé «Américains assassins, partez du Moyen-Orient», «à bas l'Amérique!» et ont exhorté le groupe palestinien Hamas à «frapper Israël». Un regroupement similaire a eu lieu devant l'ambassade des États-Unis à Ankara, la capitale turque, où les manifestants ont brandi des photos du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Trump, fossoyeur de la politique historique des États-Unis sur Jérusalem ?

L'Orient-Le Jour, Antoine AJOURY , 06/12/2017

Les présidents américains ont toujours refusé, jusqu'ici, de reconnaître la Ville sainte comme capitale d'Israël.

« L'année prochaine à Jérusalem. » Ce célèbre vœu plein d'espérance de la diaspora juive éparpillée aux quatre coins du monde est aujourd'hui une épée de Damoclès au-dessus d'une région qui risque rien moins que l'explosion si le président américain Donald Trump décide de reconnaître Jérusalem comme la capitale de l'État hébreu et d'y transférer l'ambassade des États-Unis, actuellement à Tel-Aviv.

Une telle reconnaissance et/ou un tel transfert de l'ambassade américaine pose un double problème : Jérusalem est d'abord au cœur des trois religions monothéistes, à savoir le judaïsme, le christianisme et l'islam. Toute modification unilatérale du statut de la Ville sainte menace d'ouvrir la boîte de pandore, en mettant en colère les fidèles d'une de ces religions. Une situation qui risque d'entraîner des conséquences incontrôlables.

Jérusalem est aussi au cœur du conflit israélo-palestinien : les juifs considèrent la ville – une et indivisible – comme leur capitale historique. Et les Palestiniens revendiquent Jérusalem-Est comme la capitale de leur futur État.

Aujourd'hui, la communauté internationale ne reconnaît pas la souveraineté israélienne sur Jérusalem et considère Jérusalem-Est – annexée par Israël – comme territoire occupé. De ce fait, toutes les ambassades étrangères sont établies à Tel-Aviv, la capitale reconnue de l'État hébreu. C'est jusqu'ici aussi le cas des États-Unis, qui, sous toutes les administrations, démocrates et républicaines, ont considéré Jérusalem comme un « corpus separatum ».

Il est vrai que les Américains ont été les premiers à reconnaître Israël (de facto), le 14 mai 1948, le jour même de sa création. Mais Washington n'a jamais reconnu « de jure » que Jérusalem faisait partie de l'État d'Israël. Les États-Unis avaient voté pour le plan de partage des Nations unies de la Palestine en novembre 1947 qui prévoyait un régime international spécial pour Jérusalem devant être administrée par l'ONU.

Dans la même logique, les États-Unis se sont opposés plus tard à ce qu'Israël déplace sa capitale de Tel-Aviv à Jérusalem-Ouest après la déclaration de Jérusalem comme capitale par l'État hébreu en 1949. Et enfin, Washington n'a jamais reconnu l'annexion de Jérusalem-Est par Israël après la guerre de 1967.

Israël espère que Trump va mettre fin à une "situation absurde"

Il est arrivé depuis les années quatre-vingt-dix que des candidats à la présidentielle américaine se prononcent d'une façon ou d'une autre pour un transfert des locaux diplomatiques de leur pays à Jérusalem. Ce fut le cas de Bill Clinton, de George W. Bush et de Donald Trump. Mais les deux premiers se sont rétractés une fois arrivés à la Maison-Blanche. Dans les deux cas, la prudence l'avait emporté, en dépit du fait que les États-Unis

sont les alliés indéfectibles de l'État hébreu, qu'ils le soutiennent financièrement, militairement et diplomatiquement. Israël a d'ailleurs bénéficié d'une impunité quasi totale à l'ONU, grâce notamment aux nombreux veto utilisés par Washington au Conseil de sécurité. Les liens tissés entre les deux pays depuis la création d'Israël, notamment durant la période de la guerre froide, puis avec la guerre contre le terrorisme, mais aussi les différentes guerres du Golfe, n'ont ainsi jamais altéré le choix des présidents américains concernant Jérusalem.

En 1995, le Congrès américain a adopté le « Jerusalem Embassy Act » appelant l'administration à déménager l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à « la ville de Jérusalem (qui) est depuis 1950 la capitale de l'État d'Israël », selon le texte. En principe, la loi votée au Congrès est contraignante pour le gouvernement américain. Mais une clause permet aux présidents de repousser son application pour six mois en vertu « d'intérêts de sécurité nationale ».

Les administrations successives ont maintenu la même politique selon laquelle l'avenir de Jérusalem ne ferait pas l'objet d'actions unilatérales susceptibles de porter préjudice à des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, telles que le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Les présidents Clinton, Bush et Obama ont ainsi méthodiquement actionné la clause tous les six mois.

Le candidat Trump s'était engagé, pendant sa campagne, à reconnaître Jérusalem « comme la capitale indivisible de l'État d'Israël ». Élu à la Maison-Blanche, il a suivi l'exemple de ses prédécesseurs en juin dernier en bloquant une première fois le transfert de l'ambassade. C'est lundi que la clause aurait pu être de nouveau actionnée. Elle ne l'a pas été, et hier, le président Trump a informé Mahmoud Abbas et le roi de Jordanie de son « intention » de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem. Il s'exprimera officiellement sur le sujet aujourd'hui. S'il validait ce transfert aujourd'hui, Donald Trump chamboulerait toute la politique américaine sur ce sujet depuis près de 70 ans.

Dans le contexte interne, ce revirement va donc bien au-delà de l'obsession du président américain de détruire l'héritage de son prédécesseur, Barack Obama. Des observateurs estiment que M. Trump est tombé sous l'influence de son gendre Jared Kushner et aussi de David Friedman, l'ambassadeur qu'il a nommé en Israël et qui est un fervent partisan du déménagement de l'ambassade. On peut en revanche se demander pourquoi Donald Trump, dont le profil est étranger aux courants évangélistes traditionnellement proches d'Israël et fervents partisans de « l'alliance biblique » entre les deux pays, se laisserait convaincre par une telle initiative.

En tout état de cause, la décision de Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël ou de vouloir y transférer son ambassade pourrait entraîner des brouilles majeures avec les alliés des États-Unis au Proche-Orient, sans oublier les violences qui peuvent en découler.

Reconnaissance US de Jérusalem en tant que capitale d'Israël : Voici pourquoi ce scénario est lourd de conséquences

L'Orient-Le Jour

Les pays arabes et les Palestiniens mettent en garde Donald Trump contre le danger de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et d'y déplacer l'ambassade américaine. Voici pourquoi sa décision est potentiellement lourde de conséquences. (Actualisation : Mardi 5 décembre, le président Trump a informé le roi Abdallah de Jordanie et le président palestinien Mahmoud Abbas, de son intention de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem)

M. Trump pourrait renoncer à déménager l'ambassade, mais annoncer la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, selon des informations de presse.

Jérusalem est au cœur du conflit israélo-palestinien et son statut, l'une des questions les plus épineuses à régler.

Le plan de partage de la Palestine de 1947 prévoyait la partition de la Palestine, alors sous mandat britannique, en trois entités: un État juif, un État arabe, Jérusalem formant un "corpus separatum" sous régime international spécial. Ce plan a été accepté par les dirigeants sionistes mais rejeté par les leaders arabes.

Suite au départ des Britanniques et à la première guerre israélo-arabe, l'Etat d'Israël est créé en 1948, et fait de Jérusalem-Ouest sa capitale, Jérusalem-Est étant alors sous contrôle de la Jordanie.

Israël s'empare de Jérusalem-Est au cours de la guerre des Six-Jours en 1967 et l'annexe. Une loi fondamentale entérine en 1980 le statut de Jérusalem comme capitale "éternelle et indivisible" d'Israël.

POURQUOI JÉRUSALEM IMPORTE-T-IL TANT AUX ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS?

Les Juifs considèrent Jérusalem comme leur capitale historique depuis plus de 3.000 ans pour des raisons religieuses et politiques. Le judaïsme a toujours évoqué un retour à Jérusalem. La ville est l'ancienne capitale du royaume d'Israël du roi David (Xe siècle avant JC) et plus tard du royaume juif hasmonéen (IIe siècle avant JC).

Les Palestiniens, qui représentent environ un tiers de la population de la ville, revendiquent Jérusalem comme la capitale de l'Etat auquel ils aspirent.

Au-delà du conflit, la question a une dimension religieuse essentielle: la ville abrite les plus hauts lieux saints du christianisme et du judaïsme, et le troisième lieu saint de l'islam.

QUELLE DÉCISION ATTEND-ON ?

La communauté internationale n'a pas reconnu la souveraineté israélienne sur Jérusalem et considère Jérusalem-Est comme territoire occupé. Toutes les ambassades étrangères sont installées à Tel-Aviv.

En 1995, le Congrès américain a adopté le Jerusalem Embassy Act appelant les Etats-Unis à déménager l'ambassade. "La ville de Jérusalem est depuis 1950 la capitale de l'Etat d'Israël", dit le texte. La loi est contraignante pour le gouvernement américain. Mais une clause permet aux présidents de repousser son application pour six mois en vertu "d'intérêts de sécurité nationale".

Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama ont systématiquement actionné la clause tous les six mois. M. Trump était appelé à se prononcer ce lundi. (*Actualisation : on apprenait mardi que Donald Trump s'exprimerait mercredi 6 décembre sur le statut de Jérusalem*)

QUEL PARTI M. TRUMP ADOPTERA-T-IL ?

M. Trump s'est engagé pendant sa campagne à reconnaître Jérusalem "comme la capitale indivisible de l'Etat d'Israël". Son ambassadeur en Israël, David Friedman, en est le fervent partisan.

Malgré ses promesses, M. Trump a suivi l'exemple de ses prédécesseurs pour la première fois en juin dernier, et bloqué le transfert de l'ambassade à contrecœur.

M. Trump a été mis en garde de maintes parts contre le potentiel explosif d'un déménagement. Mais il est aussi soumis aux pressions d'une partie de son électorat chrétien favorable à Jérusalem comme capitale.

Il pourrait, de mauvaise grâce, repousser le transfert une fois encore, mais annoncer au cours de la semaine la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, a rapporté la presse.

QUEL EFFET ATTENDU ?

Le transfert de l'ambassade serait interprété comme une reconnaissance en soi de Jérusalem comme capitale.

Si M. Trump repousse le déménagement mais reconnaît Jérusalem comme capitale quelques jours après, Dan Shapiro, ambassadeur américain en Israël sous Barack Obama, estime que cela n'aurait pas "un effet significatif" sur le fonctionnement diplomatique, "mais cela signalerait son intention de respecter son engagement dans l'avenir et de déménager l'ambassade". Pour les Etats-Unis, cela signifierait adopter "un nouveau langage", dit-il à l'AFP.

En revanche, les analystes se demandent comment réagiront les Palestiniens, les capitales et les rues arabes. Ils s'interrogent aussi sur la faculté des pays arabes à s'opposer à M.

Trump.

Le chef de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit s'est inquiété du risque de nourrir "le fanatisme et la violence".

Le mouvement islamiste palestinien Hamas a appelé à une nouvelle Intifada si M. Trump reconnaissait Jérusalem comme capitale d'Israël.

Le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Saëb Erakat a prévenu que les Etats-Unis se "disqualifieraient" dans le rôle de médiateurs.

Une grande partie de la classe politique israélienne, elle, salue la perspective d'une reconnaissance comme la prise en compte d'un fait historique.

Trump brise le tabou et reconnaît Jérusalem comme la capitale d'Israël

Caroline HAYEK , L'Orient-Le Jour

Teasing, rumeurs, menaces, mises en garde... Après plusieurs jours de tensions extrêmes, Donald Trump a finalement opté pour le scénario le plus redouté par la communauté internationale. Le président américain a reconnu hier Jérusalem comme la capitale d'Israël et a annoncé avoir d'ores et déjà demandé au département d'État de commencer le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. « Il est temps d'officiallement reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël », a-t-il lancé lors d'une brève allocution depuis la Maison-Blanche au cours de laquelle il a insisté sur sa volonté de simplement reconnaître « une réalité ».

Selon le 45^e président américain, ses prédécesseurs « n'ont pas fait ce qu'ils avaient dit », peut-être, selon lui, par « manque de courage », se plaçant ainsi comme le seul d'entre eux à ne pas se défilier de ses obligations. Il a tenu une promesse de campagne qui lui tient visiblement à cœur, celle de « reconnaître Jérusalem comme la capitale indivisible d'Israël » s'il est élu à la présidence américaine. Ce qu'il n'a pas manqué de marteler à plusieurs reprises lors de son discours hier soir, se positionnant comme l'homme qui agit, contrairement à ses prédécesseurs. Défendant une décision qui aurait dû être prise « depuis longtemps », le milliardaire américain rompt ainsi, indirectement, avec le rôle traditionnel de médiateur des États-Unis dans le conflit. Les réactions des deux principaux protagonistes n'ont pas tardé à fuser. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a salué hier comme un « jour historique » la reconnaissance par le président américain de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël. Déplorant la décision de M. Trump, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a quant à lui déclaré Jérusalem « capitale éternelle de l'État de Palestine ».

Donald Trump prétend s'inscrire dans la voie « juste ». Une voie qui, selon lui, n'enterre absolument pas le processus de paix, malgré les analyses générales de la situation, extrêmement pessimistes. « Les États-Unis restent déterminés à aider à faciliter un accord de paix acceptable pour les deux parties », a-t-il déclaré. « J'ai l'intention de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour aider à sceller un tel accord », a-t-il ajouté. Le président américain est, depuis le début de son mandat, toujours apparu déterminé à parvenir à une solution censée apporter « la prospérité et la paix à tout le monde dans cette zone », selon les propres mots de son gendre et conseiller Jared Kushner, acteur-clef des manœuvres diplomatiques américaines sur le dossier en question. Dans un apparent souci d'apaiser les Palestiniens, la Maison-Blanche s'est dit prête à soutenir « une solution à deux États », à condition qu'il y ait des négociations bilatérales préalables entre les Israéliens et les Palestiniens, avant toute négociation internationale, une condition qu'appelle de ses vœux l'État hébreu.

Rupture spectaculaire

Cela fait 22 ans que le Jerusalem Embassy Act, appelant les États-Unis à déménager l'ambassade de Tel-Aviv, voté au Congrès en 1995, attend d'être légalisé. Car cette décision établit clairement une rupture spectaculaire avec des décennies de diplomatie américaine des précédents présidents. Ces derniers ont en effet tous, par le biais d'une clause, repoussé son application pour six mois en vertu « d'intérêts de sécurité nationale ». Donald Trump avait dû lui aussi repousser une première fois le transfert en juin dernier, notamment à cause des mises en garde internationales sur le caractère extrêmement sensible d'une telle action. Il a à nouveau signé le texte, pour des raisons logistiques, car le transfert de l'ambassade pourrait prendre plusieurs années : il faut trouver un emplacement et construire le bâtiment, avec les implications sécuritaires que cela suppose, ont fait savoir des responsables américains.

La décision de Donald Trump l'isole un peu plus encore du reste de la communauté internationale. Celle-ci n'a en effet jamais reconnu la souveraineté israélienne sur Jérusalem et considère Jérusalem-Est comme territoire occupé, donc non conforme au droit international. C'est pourquoi toutes les ambassades étrangères sont aujourd'hui installées à Tel-Aviv. Faisant fi des appels pressants de la part des dirigeants de la région, des dirigeants européens et jusqu'au pape François, qui n'a pas caché son « inquiétude », Donald Trump a pris une décision historique qui, même s'il s'en défend, risque de compromettre à jamais le processus de paix israélo-palestinien. « Il s'agit d'une décision d'un apprenti sorcier, d'un enfant roi qui joue avec des allumettes, à une époque où les tensions n'ont jamais été aussi fortes. Donald Trump ne semble avoir aucune conscience du poids des symboles et de la gravité de l'histoire. C'est un inconscient des réalités géopolitiques qui a été à l'encontre de l'avis de ses diplomates les plus chevronnés, y compris les plus proches d'Israël », estime Karim Émile Bitar, directeur de recherche à l'IRIS et spécialiste du Moyen-Orient.

Même si les discussions sont suspendues depuis 2014, Donald Trump a toujours laissé entendre qu'il pourrait bel et bien parvenir à un « accord ultime ». Cela fait plusieurs mois déjà que l'administration américaine affirme préparer un plan de paix, qui tarde cependant à pointer son nez. « Israël est une nation souveraine, avec le droit – comme toutes autres nations souveraines – de définir sa propre capitale. Reconnaître ce fait est une condition nécessaire pour parvenir à la paix », a également mentionné le président américain dans son discours d'hier. Au-delà de la reconnaissance de facto, ce dernier établit une reconnaissance de jure. Et il est bien décidé à mettre un coup d'accélérateur malgré les réactions unanimes de la communauté internationale. Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a déclaré lancer « immédiatement » les préparatifs pour déménager l'ambassade, tout en renforçant la sécurité pour protéger la sécurité des Américains au Proche-Orient. Le locataire de la Maison-Blanche a par ailleurs annoncé que Mike Pence, son vice-président, se rendrait très prochainement dans la région.

La question des Lieux saints se pose depuis plusieurs siècles

Le monde diplomatique, juillet 1967, par Jacques Nobécourt

Dès les premières heures de la récente guerre israélo-arabe, la question de l'internationalisation des Lieux saints, situés en Jordanie et en Israël revint devant l'actualité, du simple fait que les situations acquises dans cette région depuis vingt ans se trouvaient remises en question. Le pape Paul VI lança aux belligérants un appel pour que Jérusalem demeurât « ville ouverte et inviolable » pendant les combats. Mais l'attaque des forces israéliennes pour la conquête de la vieille ville, attaque consécutive aux violents bombardements d'artillerie jordanienne sur la ville israélienne, rendit vain cet appel.

Aussi bien indépendamment du souci d'humanité qui l'avait inspiré, Paul VI semblait nourrir une intention à plus longue échéance : la relance des propositions d'internationalisation des Lieux saints dont le Saint-Siège s'est toujours fait le promoteur. On en eut très vite la confirmation : dans les jours suivants, l'Osservatore romano abordait ouvertement le sujet à plusieurs reprises et le porte-parole du Vatican le commentait. Différents intermédiaires officieux nouaient des contacts à ce propos entre le Saint-Siège et Israël : enfin M. Fanfani, ministre des affaires étrangères italien, paraissait bien apporter sa caution à ces différentes démarches auxquelles, pour sa part, M. La Pira n'aurait pas été tout à fait étranger quoique agissant dans une discrétion totale.

Deux tendances s'opposaient en Israël sur l'opportunité de discuter cette question. Le général Dayan et ses amis considéraient qu'il n'y avait rien à internationaliser : Jérusalem était devenue israélienne dans sa totalité. L'accès aux Lieux saints chrétiens serait assuré en toute liberté sous la seule garantie du gouvernement de Jérusalem. Pour MM. Levi Eshkol et Abba Eban, des conversations étaient concevables et c'est d'ailleurs en ce sens que le ministre des affaires étrangères se prononça devant les Nations unies. Il est donc vraisemblable que les pourparlers officieux très activement menés déboucheront tôt ou tard au grand jour, non sans avoir à affronter des obstacles juridiques et politiques si ardues qu'ils peuvent à tout instant constituer des impasses.

Un problème ancien

Il n'est pas de problème international dont les données remontent aussi loin que celui-là. Dans son état actuel, la date essentielle est celle de 1517, année de la prise de Jérusalem par les Turcs. Les sultans ottomans favorisèrent en effet depuis ce moment la rivalité des différentes confessions chrétiennes à Jérusalem et à Bethléem en soutenant très activement les chrétiens grecs contre les latins. Pendant deux siècles les puissances européennes furent appelées à intervenir pour protéger les uns ou les autres. La guerre de Crimée en découla directement et le problème religieux fut transféré depuis le XVII^e siècle sur le terrain de la diplomatie et des affrontements nationaux. C'est en 1757 que fut déterminé le « statu quo » actuel qui règle la propriété des sanctuaires sans toutefois qu'aucune de ces règles soit formulée en droit. En dépit des changements survenus au XX^e siècle : disparition de l'empire turc, octroi à la Grande-Bretagne d'un mandat sur la Palestine, naissance de l'Etat d'Israël, ce « statu quo » est toujours en vigueur.

L'Assemblée générale de l'O.N.U. dans sa résolution du 29 novembre 1947 qui partageait la Palestine en deux Etats, l'un juif l'autre arabe, prévoyait que Jérusalem serait dotée d'un statut international et administré par les Nations unies. Ce statut aurait deux objectifs :

« 1° Protéger et préserver les intérêts spirituels et religieux inestimables qu'abrite la ville des trois grandes croyances monothéistes répandues dans le monde entier ;

2° Stimuler l'esprit de coopération entre les habitants de la ville pour contribuer de tout leur pouvoir en Terre sainte, à l'évolution pacifique des relations entre les deux peuples palestiniens. »

Le 21 avril 1948, le Conseil de tutelle adoptait un projet de statut plus précis dont l'Assemblée générale approuvait le principe le 9 novembre 1949 tout en demandant quelques modifications de détail à la suite de la guerre israélo-arabe. Selon le statut définitif publié le 4 avril 1950, Jérusalem et ses environs seraient constitués en zone internationale dirigée par un gouverneur nommé par l'O.N.U. Assisté d'un conseil législatif de quarante membres, ce gouverneur disposerait d'une force de police internationale pour assurer la protection des Lieux saints. Le territoire serait « neutre et inviolable et démilitarisé.

Le gouvernement israélien rejeta ce projet qui séparait Jérusalem de l'Etat d'Israël. La contreproposition israélienne envisageait l'internationalisation de la seule zone des Lieux saints proprement dite, celle qui était située dans l'enceinte fortifiée de la vieille ville, avec des garanties d'accès pour les juifs au Mur des lamentations.

La Jordanie ne put que s'opposer à une telle formule qui se réaliserait à ses dépens.

Le Vatican reste attaché au projet de zone internationale

Au stade présent des choses, est-il possible d'imaginer d'autres formules, territoriales ou politiques ? L'autorité des Nations unies est-elle suffisante pour enlever à Israël une conquête qui, bien plus qu'un gain militaire, réalise dix-neuf siècles de nostalgie et de foi juive : le retour au Mur des lamentations. Cette simple évidence semble exclure toute concession israélienne. Mais la Jordanie et les Etats arabes ne pourraient pas non plus l'accepter.

Que peut-on faire alors ? Imaginer l'internationalisation des garanties d'accès aux Lieux saints, du contrôle sur les édifices proprement dits dans leur sens le plus restrictif ? A deux reprises, en 1948 et en 1949, Pie XII publia des encycliques pour exprimer son soutien total au projet de zone internationale. Rien ne permet de penser que Paul VI ait abandonné ce principe. En 1948-1950, Israël ne possédait que la moitié de Jérusalem. La ville neuve toute récente est créée des mains des immigrants. Il refusa pourtant le projet de statut. Peut-il aujourd'hui consentir à renoncer à sa souveraineté sur l'ensemble de la ville ?